PCF SAVOIE
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Section des Bauges

N°20
MARS 2022

10 AVRIL … LE DÉFI DES « JOURS HEUREUX » ?

1944 : c'est encore la guerre. Les représentants du Conseil national de la Résistance (CNR), réunis clandestinement, proposent un programme de reconstruction dans la perspective du retour de la paix. Programme adopté à l'unanimité et intitulé « Les Jours heureux ». Avec « La France des Jours heureux », Fabien Roussel, candidat soutenu par le parti communiste, actualise le programme du CNR et innove face aux défis de notre siècle.

Bonheur et malheur des « Jours heureux » du CNR

Bonheur : adopté en 1945 dans la France de la reconstruction, ce programme, révolutionnaire, veut contraindre le capitalisme et en finir avec la domination des puissances de l'argent. Par exemple avec la loi du 2 décembre 1945, le crédit est nationalisé, banque de France comprise. Les « Jours heureux » fondèrent le modèle social français comme l'atteste la création de la Sécurité sociale…Un vent nouveau souffla alors sur le pays qui redressa la tête.

Malheur : dans les années 1970/80, le capitalisme se transforme et se financiarise. Les « Jours heureux » deviennent la cible honnie des puissants. Rappelons les propos de Denis Kessler, ex-vice-président du Medef (syndicat patronal) dans le magazine Challenges, en 2007 : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer (…) Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ». Ce détricotage des conquêtes sociales d'après guerre a été réalisé pour une bonne part sous la présidence de Sarkozy, Hollande (!), Macron. Cela se traduit, entre autre, par une première vague de privatisations en 1987 dont celle très spectaculaire de TF1. Par ailleurs, l'Etat passe sous la coupe des marchés financiers et des agences de notation. Etc. C'est le retour en force de la « libre » entreprise et de la concurrence « libre et non faussée ». Nouvelle version du capitalisme sauvage des années 1930. Le CNR voyait en lui la cause de l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Et voilà qu'aujourd'hui ça recommence avec une guerre entre puissances capitalistes en Europe !

« La France des Jours heureux » du candidat Fabien Roussel entre en résistance.

Politiquement, deux visions s'opposent lors de cette élection.

Celle des droites (Macron/Pécresse) et extrêmes droites (Le Pen/Zemmour, bonnet brun et brun bonnet).

A ce propos, notons avec inquiétude, que certains entretiennent une confusion en gommant la notion d'extrême droite : ainsi l'AFP (16 février 2022) titre un article : « Présidentielle : à droite, la « guerre des trois » s'intensifie. » Le Pen et Zemmour, classés à droite, honteuse banalisation des idées **xénophobes, racistes et antisociales** de ces gens-là. Une certitude, ces messieurs dames sont à l'unisson pour détruire ce qu'il subsiste des conquêtes du CNR.

L'autre vision, la volonté de résister à la loi des riches et autres oligarques, portée haut par Fabien Roussel, est celle d'une démocratie économique et sociale imprégnée des idéaux actualisés de la Libération. Nous n'acceptons pas le prétexte de la guerre en Ukraine mis en avant pour imposer un nouveau recul social (retraite à 65 ans, affaiblissement du pouvoir d'achat, nouvelles privatisations, etc).

A ceux qui pensent que nous, les communistes, sommes de doux rêveurs, tant le capitalisme, croient-ils, représente un horizon indépassable, avec Fabien Roussel nous leur disons : « Notre histoire en fait foi, tout peut basculer lorsque le monde du travail dans sa diversité, la jeunesse, les citoyennes et les citoyens s'en mêlent, retrouvent confiance en la politique, renversent la table pour imposer des solutions novatrices, conformes à l'intérêt général. Sans l'élan collectif du mouvement populaire, à l'occasion du Front populaire, dans la Résistance, de la guerre en Algérie ou en Mais 68, aurions-nous conquis les congés payés, la Sécurité sociale, la paix ou encore la réduction du temps de travail ? »

À vous, à nous électeurs, d'agir le 10 avril :
le vote est le moyen démocratique.
Les beaux quartiers le savent.

VOUS SOUHAITEZ PARTICIPER AU MEETING ?
Autocar Chambéry-Lyon départ 10h30
Infos/Reservation : 09.80.90.06.19

QUELLE CONNERIE LA GUERRE
Jacques Prévert

L'AGRICULTURE : DE L'ÉTABLE À LA TABLE

Les communistes de la Combe de Savoie ont organisé une réunion sur les questions de l'alimentation.
70 participants à un débat qui nous tient à cœur aussi en Bauges …
Gérard LE PUILL, journaliste et spécialiste des questions agricoles, engage la réflexion en partant de la situation des agriculteurs confrontés à la hausse des frais de production et à la baisse de la rémunération de leurs récoltes notamment du fait de spéculations mondialisées, des accords de libre-échange entre l'UE et d'autres pays favorisant une agriculture à bas coût aux obligations sanitaires minimales.
Pierre THOMAS, président national du Mouvement des exploitants familiaux (MODEF) note que sur 100 € de vente de produits, seulement 6 € vont à l'agriculteur. La responsable savoyarde du MODEF interroge le rôle de la SAFER qui accorde la plupart des terres disponibles aux gros agriculteurs au détriment de l'installation de jeunes. Un éleveur local de la Confédération paysanne remarque que 80% des subventions sont captées par 20% des exploitants, essentiellement tournés vers la production industrielle.
A contrario, les propositions de Fabien Roussel plaident pour une juste rémunération des agriculteurs et une nourriture saine pour tous. Comment s'y prendre ? D'abord introduire, dans les aides de la PAC, une priorité aux premiers 60 hectares, une dégressivité et un plafond à 150 000 € par exploitation. Ensuite, défendre les produits locaux, de saison et de qualité, dans nos cantines et taxer les produits importés ne respectant pas les normes de production françaises et européennes. Enfin, garantir notre souveraineté alimentaire, assurer des prix à la consommation accessibles et un juste revenu aux producteurs.

HÔPITAL DE VALENCIENNES, UN EXEMPLE À SUIVRE ?

Invité sur une chaîne de radio (France culture–avril 2021), le neurochirurgien Stéphane Velut expliquait que le Coronavirus avait servi de révélateur du mal profond qui mine le service public hospitalier, victime de la politique néolibérale. Politique relayée par Emmanuel Macron. Stéphane Velut dénonçait, et dénonce toujours, le recours aux techniques de gestion libérale menées sous le contrôle bureaucratique d'une pesante administration. Celle-ci a pris la main sur des soignants sommés de faire mieux avec moins de moyens dans le cadre de la T2A (tarification à l'activité). En faisant en sorte que la rentabilité l'emporte sur tout autre considération, au prix du détournement de la noble mission de l'hôpital public: soigner.
Soigner, comme le pratique le service public hospitalier de Valenciennes.
Dans cet établissement, ce sont les médecins qui sont aux commandes. Le médecin Nabil Elbeki chargé des urgences et de la réanimation disposait (en 2020) d'un budget de 70 millions d'euros à investir, selon les besoins, sans l'aval de la direction. Un de ses collègues médecin précisant : « On peut avoir très vite ce dont nous avons besoin (…) On est à la fois médecin et manager. » On parle d'une gestion moins bureaucratique et au plus près des besoins. Au niveau de l'établissement, chaque année les excédents sont réinjectés notamment dans les équipements. Le service des « Ressources humaines » n'intervient pas dans le recrutement des médecins et des infirmiers. Dix ans que cela marche à distance de la folle loi du marché. Avec un personnel administratif ne représentant plus que 5% des salariés contre 30% en moyenne dans les hôpitaux français. Tout cela va dans le sens de responsabilités nouvelles. Voilà un bon exemple de démocratie sanitaire.
Le programme de Fabien ROUSSEL prévoit bien de mettre à disposition des salarié-e-s et de leurs représentant-e-s **des droits décisionnels nouveaux :** interventions sur l'organisation du travail, la gestion et les orientations stratégiques, droit de veto suspensif de projet de licenciements, droit de préemption en cas de vente de l'entreprise et possibilité de reprise sous forme de coopérative.

TOUTE L'ÉCOLE, RIEN QU'À L'ÉCOLE

Pour répondre aux défis de l'avenir, les citoyennes et les citoyens de demain auront besoin de **maîtriser des connaissances** de haut niveau.
Dans ce contexte, **les inégalités de plus en plus grandes dans l'accès aux savoirs complexes sont inacceptables.**
L'échec scolaire -c'est bien de cela qu'il s'agit- pourrit la vie des élèves qui le subissent, de leurs parents, des professeurs qui n'ont pas les moyens de l'éradiquer, de toute l'institution scolaire où il génère mal-être, incivilités et parfois violences. Il touche très majoritairement les jeunes qui ne peuvent pas bénéficier d'un soutien extrascolaire familial ou payant.
Pour le combattre, tout ce qui est nécessaire pour réussir à l'école doit donc se faire à l'école : c'est en classe qu'on apprendra les leçons, en classe qu'on s'entraînera, en classe qu'on apprendra à travailler de manière autonome.
Les propositions portées par Fabien Roussel découlent de cette nécessité. Citons **les plus emblématiques :**

- retour à la semaine de 27h en primaire et, progressivement, à 32h dans le secondaire, sans augmenter le temps de travail des personnels (90 000 recrutements),
- réduction des effectifs par classe (20 élèves maximum en maternelle et en primaire, 25 dans le secondaire),
- augmentation du budget de l'EN pour recruter massivement, former et rémunérer correctement tous les personnels.

LES ALLOBROGES SAVOYARDS

ABONNEZ-VOUS AU JOURNAL DÉPARTEMENTAL DU PCF :
BIMENSUEL – 8 PAGES – 25 EUROS/AN – VERSION PAPIER

APPEL À S
Chères lectrices, chers
Chèque à l'ordre de l'
Vous recevrez un re

LES «4 SAISONS» À AILLON-1000 : UNE TRANSITION À ... COMPOSER

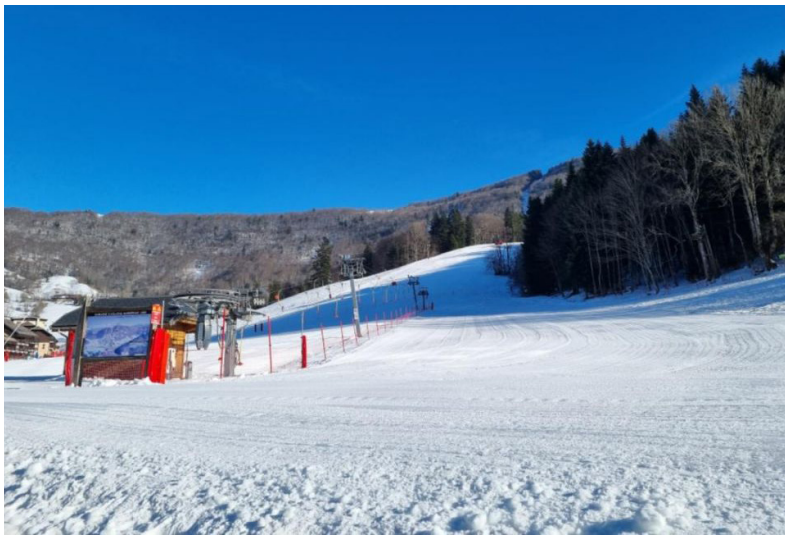
Un projet touristique venu de très haut.
Depuis la création de Grand Chambéry, les décisions en matière de tourisme concernant les Bauges sont accueillies sans enthousiasme. Dès 2017, le regroupement des offices de tourisme sous le nom de Grand Chambéry Alpes Tourisme, efface la référence aux Bauges. Le président DULLIN justifiera ce choix par la « valeur marchande » du mot Alpes. Cet argument en dit long sur les intentions : le business d'abord. Les territoires et leurs habitants : ce n'est pas le problème !

Des choix contestables
En 2018, Grand Chambéry reprend la station de ski Aillons-Margériaz et lance un projet de développement des activités sur « 4 saisons ». **L'intention** *se veut réaliste et anticipatrice du réchauffement climatique.*
Néanmoins, les orientations retenues se révèlent contestables et leur application est vécue comme brutale. En effet, les principales activités hivernales sont concentrées au stade de neige de Margériaz-1400. Le domaine skiable d'Aillon-1000 est abandonné (démontage de remontées mécaniques dont le télésiège). Seule subsiste... l'initiation des tout-petits ! Le risque est grand de voir la clientèle se détourner du val d'Aillon pendant la saison hivernale alors même qu'elle est, et de loin, la plus porteuse pour l'économie locale.

Une mise en œuvre incompréhensible.
La saison 2020-21, impactée par la fermeture imposée des remontées mécaniques, a été sauvée par des aides publiques ciblées. En 2021-22, la neige est au rendez-vous pour les vacances de fin d'année, les températures basses et le soleil se conjuguent à l'envie de renouer avec le plaisir des sports d'hiver. Tout s'annonce beau et souriant.
Mais, en décembre, les décideurs (collectivités, SEM) prétextent de difficulté d'embauches de saisonniers puis, en janvier, de la vétusté du télésiège pour ne pas ouvrir le domaine d'Aillon-1000 aux skieurs (le seul du département ?). Les remontées mécaniques (en attente d'un démontage et remontage hypothétique) restent à l'arrêt aux pieds des pistes damées et sécurisées. Les usagers se détournent de la station au détriment des acteurs « historiques » de la vie locale (restaurateurs, loueurs de matériels, épiciers, hébergeurs…) laissés seuls, sans aides, cette fois-ci.
Par ailleurs, Margériaz-1400 connaît des stationnements sauvages, l'engorgement des remontées, des skieurs de fond détournés vers La Féclaz, la mise à l'écart des loueurs de matériels locaux au profit d'un groupe commercial possédant déjà 8 magasins de Lyon à Chambéry et Grenoble

Ouvrir Aillon-1000 par intermittence.
Pour renforcer l'activité en hiver, bien sûr, et la poursuivre toute l'année, il faut des solutions souples, adaptées à la courbe irrégulière du réchauffement climatique. Pourquoi ne pas chercher des solutions pour ouvrir les pistes d'Aillon 1000 lorsque l'enneigement le permet et ainsi soulager la pression sur les équipements de Margeriaz.
Certes, cela nécessite des investissements notamment la rénovation du télésiège qui permet l'accès à de remarquables pistes noires et qui serait une pièce maîtresse des activités durant les 3 autres saisons. Mais aussi la réalisation d'une piscine chauffée (toujours à l'état de promesse) et l'animation de la salle de spectacles.

Engager un processus, une démarche démocratique
Nos 14 communes doivent continuer à bénéficier de l'apport du tourisme hivernal à Aillons-Margeriaz. Nos élus municipaux devraient porter une réflexion plus approfondie avec tous les acteurs économiques locaux, les habitants, les associations sportives et culturelles et agir vraiment tous ensemble. Et pourquoi pas organiser une concertation citoyenne ?
La remise en fonctionnement du télésiège de la station Aillon-1000 est un atout indispensable pour écrire une nouvelle page « 4 saisons » de cette belle aventure.
Nous soutenons la pétition du collectif « Préservation et développement des Aillons et des Bauges » sur le site www.change.org.



COURCHEVEL EN BAUGES ?

L'essor du tourisme de luxe est un serpent de mer qui refait (spontanément?) surface chaque fois que l'activité fondée sur le tourisme populaire est menacée (aujourd'hui par la volonté de fermer le domaine skiable d'Aillon 1000). L'hébergement et la restauration haut de gamme peuvent certes compléter l'offre actuelle mais en aucun cas s'y substituer. N'en déplaise à ceux qui rêvent d'un Courchevel en Bauges, nous n'avons pas les moyens de concurrencer les stations de haute altitude, Ne nous leurrons pas, ceux qui ont beaucoup d'argent ne viendront pas massivement en Bauges mais, si on n'y prend garde, ceux qui en ont moins pourraient bien se détourner définitivement des offres hivernales.

SOUSCRIPTION

lecteurs, soutenez notre journal
ADF PCF 73, adresse ci-contre

çu fiscal en fin d'année 2022

FÉDÉRATION DU PCF SAVOIE

326 AVENUE ALSACE LORRAINE - 73000 CHAMBERY
09 80 90 06 19 - pcfbauges@gmail.com
Site internet renouvelé : WWW.SAVOIE.PCF.FR

SE PRIVER DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?

Fabien Roussel dit NON. Elle doit être utilisée pour remplacer les énergies fossiles et maîtriser le prix de l'électricité.
Propositions :
- Arrêt du démantèlement des centrales existantes et construction de six centrales EPR au minimum
- Grande impulsion dans la recherche technologique de modes de production décarbonés (renouvelables, nucléaire, …)
- Création d'un pôle public de l'énergie (grandes entreprises publiques et privées, centre de recherche atomique, un puissant service public autour d'EDF et ENGIE)

LES PRIX DE L'ÉNERGIE, LA GRANDE ARNAQUE !

En France, la précarité énergétique touche 13 millions de personnes (étude de l'ADEME en 2013) ; 20% des ménages français ne peuvent pas répondre à leurs besoins fondamentaux ; alors qu'en moyenne annuelle, 5,41 milliards d'euros de dividendes sont payés aux actionnaires soit 64 milliards € versés par EDF et ENGIE en 14 ans.

La concurrence fera baisser les prix qu'ils disaient.
Voilà le résultat :

Depuis 2005	Depuis 2003
GAZ	ELECTRICITE
+75%	**+36%**

En plus, EDF doit brader à prix coûtant 35% de sa production à ses concurrents soit 8 milliards d'euros de perte. « Libre et non faussée », la concurrence ? Mon œil ! Votons pour la renationalisation de EDF et ENGIE !

TRIBUNE POUR LA PAIX EN UKRAINE

Patrick LE HYARIC, éditorialiste, dans un article paru dans l'Humanité du 7 mars, lance un appel à se mobiliser ensemble pour la paix et la solidarité internationaliste.
Ci-après les extraits assortis de commentaires en italique.

Le chemin de la paix. Refuser (la) course vers le néant, c'est aussi éviter d'allumer la petite étincelle qui, même par accident ou maladresse, **embraserait** toute l'Europe. *Cette phrase terrifiante n'est pas sans rappeler qu'il a suffi d'une « étincelle » (l'attentat à Sarajevo en 1914) pour qu'éclate la 1ère guerre mondiale ! A l'opposé des « va-t-en-guerre » pour qui il n'y a pas de solution diplomatique (!)*
Le seul chemin de la paix c'est que les chars russes sortent d'Ukraine, que les voies de la diplomatie s'ouvrent et que tous les engagements pris soient respectés : ceux du Parlement ukrainien en 1991 de rester un pays neutre, ceux des Russes qui ont signé un traité reconnaissant l'Ukraine comme un Etat souverain et, enfin, l'engagement de ne pas élargir l'Otan aux frontières de la Russie.

Négocier signifie le retrait des troupes russes, le refus d'épouser les vues de l'impérialisme américain et de l'Otan dont la liste des méfaits guerriers est longue, et pour lesquels le piétinement du droit international est une vieille habitude. *Rappelons, en 1999, l'entrée en guerre de l'Otan contre la Serbie.*
La militarisation des relations internationales et leur nucléarisation portent les germes d'une **apocalypse**.

Sécurité des nations. La France a raison de ne pas rompre les contacts avec Moscou. En même temps, il conviendrait de mettre à l'ordre du jour, à l'ONU et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'organisation d'une conférence paneuropéenne visant à **garantir la sécurité de chaque nation** du continent, de l'Atlantique à l'Oural.

La proposition de la présidente de l'Union européenne d'accueillir l'Ukraine au sein de l'Union est plus que stupéfiante. *Cette adhésion renforcerait le président Poutine dans son refus de négocier dans la mesure où l'Ukraine bénéficierait automatiquement d'une clause de défense mutuelle militaire de l'Otan, dont celle de l'armée française.* **Ce serait l'embrasement.**

Il existe des portes de sortie. *Pour cela, « il faut laisser les couteaux au vestiaire » comme le disait le Général De Gaulle avant les pourparlers d'Evian (1962).* L'envoi d'armes lourdes à l'Ukraine est porteur de risques, le réarmement de l'Allemagne appuyé sur un budget astronomique de 100 milliards d'euros est une nouvelle alarmante.
Mieux vaudrait conforter l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine en vigueur depuis 2017, en le réorientant sur des bases de progrès social et de développement humain commun. La refondation de l'ONU, la création de nouvelles instances internationales deviennent des nécessités criantes pour résoudre pacifiquement les multiples conflits qui surgissent. Le projet relancé d'une armée européenne comme pilier de l'Otan, le saut dans le fédéralisme européen et la militarisation du continent portent bien plus de dangers qu'ils ne résolvent de problèmes. Ceci renforce la nécessité de faire revivre un internationalisme de type nouveau avec toutes les forces progressistes et d'émancipation humaine, à commencer urgemment, en Europe, avec les Ukrainiens, les Russes, les Polonais, contre l'arrogance des impérialismes, les prédations du capitalisme mondialisé.

Solidarité internationaliste, désarmement et paix !

APPEL À DONS FINANCIERS UNIQUEMENT
Chèque avec la mention au dos « pour l'Ukraine » à l'adresse :
Secours Populaire Français
Fédération de Savoie
7, rue du chardonneret - 73000 CHAMBERY

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

URGENCE
UKRAINE